

24 Henry
1-7-24

Vaud 7

Un répit aux propriétaires de chauffages électriques

Grand Conseil

Les députés devaient empoigner un projet négocié du Conseil d'État. Une majorité des députés a décidé d'y mettre un coup de frein.

Au total, 25'000 logements utilisent un système de chauffage électrique dans le canton de Vaud. Alors que leurs propriétaires seront, à terme, légalement obligés de les remplacer, une majorité du Grand Conseil a décidé de leur donner un répit ce mercredi.

Le projet date déjà de 2013 et la réforme présentée par le gouvernement a pour but d'économiser l'électricité, jugée trop précieuse pour l'utiliser pour du chauffage.

Le paquet avait déjà passé sans encombre l'étape de la commission parlementaire et y avait trouvé un soutien unanime de tous les bords politiques. Mais il aura suffi que quatre députés prennent la parole mercredi pour que les fronts se crispent d'un coup. Résultat: les députés de droite et du centre ont choisi de tout renvoyer en commission, pour une nouvelle discussion à huis clos.

Systèmes intelligents

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'idée du libéral-radical Guy Gaudard pour autoriser entre autres la mise en place de chauffages électriques intelligents.

«Certains systèmes actuels adaptent automatiquement la température lorsque vous quittez une pièce, en baissant à 8 °C, ou lorsque vous ouvrez une fenêtre», a plaidé l'installateur-électricien.

Conséquence directe: le Vert Maurice Mischler est lui-même arrivé avec son idée de raccourcir les délais pour obliger les propriétaires à remplacer leurs installations, arguant que l'idée libérale-radical détruirait le consensus trouvé en commission. «L'ins-

«Les propriétaires sont au courant depuis 1993 qu'ils devront en changer.»

Maurice Mischler, député Vert

tallation de nouveaux chauffages électriques est déjà interdite depuis 1993; rappelle l'écologiste. Les propriétaires sont donc au courant depuis suffisamment longtemps qu'ils devront en changer.»

Même si la ministre écologiste Béatrice Métraux a plaidé que le projet «ne tombe pas du ciel» et qu'il a été écrit en consultant les propriétaires, 70 élus de droite et du centre ont préféré que les débats ne reprennent que dans plusieurs mois.

Mathieu Signorelli



La libérale-radical Laurence Cretegy a été élue mercredi présidente du Grand Conseil pour un an. J.-B. SIEBER/ARC